

**Autorisation d'installation
Dispositif de chantier**

Rue Michelet

N° 2024 - 825

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu, le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2211-1 et suivants,

Vu, le Code de la Route,

Vu, le Code Pénal,

Vu, le Code de la Voirie Routière,

Vu, le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

Vu, l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

Vu, le règlement sanitaire départemental, notamment l'article 96,

Vu, le règlement de voirie de la Ville de chinon du 24 juin 2021,

Vu, la délibération des tarifs municipaux pour l'année 2024 en date du 15 décembre 2023,

Vu, la demande en date du 21 octobre 2024 présentée par la **SARL Millet** – 26 Rue des Minimes – 37120 Champigny-Sur-Veude,

Considérant, que des travaux de couverture, **3 rue Michelet**, nécessitent l'installation d'un dispositif de chantier.

ARRÊTE

Article 1 : En raison de travaux de couverture, la **SARL Millet** est autorisée à installer un **dispositif de chantier de 7 mètres linéaires** sur le domaine public au **3 Rue Michelet**, la circulation sera interdite dans le sens EST / OUEST sur cette voie :

- **du 18 novembre 2024 à 08 h00 au 22 novembre 2024 à 18 h 00**

Pendant toute la durée de la présente réglementation, l'accès aux riverains concernés par la zone de travaux devra être maintenu.

Article 2 : L'entreprise chargée des travaux devra s'assurer à tout moment que l'installation de ce dispositif ne peut compromettre la sécurité des usagers et notamment celle des usagers piétons.

Article 3 : En fonction de la particularité de l'implantation du dispositif, la sécurité des piétons sera assurée par un dispositif de signalisation de la structure.

Article 4 : L'entreprise devra prendre toutes dispositions pour éviter la propagation de poussières dans l'atmosphère en mettant en place une protection par voilage ou bâche.

Article 5 : Tout stationnement dans la zone des travaux sera considéré comme gênant en référence à l'article R.417-10-2-al.10 du Code de la Route à l'exception des véhicules de chantier nécessaires à l'exécution des travaux.




Article 6 : La fourniture et la mise en place de la signalisation nécessaire à la présente réglementation sera effectuée par le pétitionnaire 72 heures avant le début des travaux.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une taxe d'installation de dispositif de chantier d'un montant de 33,25 € (0,95 € le mètre linéaire par jour).

Article 8 : La fourniture, la mise en place, l'entretien, l'enlèvement des barrières et panneaux incomberont entièrement à l'entreprise chargée des travaux.

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

Article 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Responsable du service de la Police Municipale Intercommunale, l'Entreprise chargée des travaux, Madame la Gestionnaire du Domaine Public, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des Services Techniques communs de la CCCVL.

<p>Certifié exécutoire par :</p> <p>Publication faite le 08 NOV. 2024</p> <p>Fait à Chinon, le 06 NOV. 2024</p> <p>Le Maire,</p>  <p>Jean-Luc DUPONT</p>	<p>Fait à Chinon, le 06 NOV. 2024</p> <p>Le Maire,</p>  <p>Jean-Luc DUPONT</p> 
---	---